

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

12 juin 2020 – Masseret

Afférents au C.C : 30

En exercice : 29

Présents ou remplacés par un suppléant : 26

Votants : 29

L'an deux mil vingt, le 12 juin, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche, dûment convoqué par arrêté du 04 juin 2020, s'est réuni à la Salle Polyvalente à Masseret, sous la présidence de M. Michel DUBECH, conformément au CGCT.

Étaient présents : M. Michel PLAZANET, Mme Odette CIBLAC, M. Emmanuel PRECIGOUT, M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Christian BELLEVILLE, M. Michel LAUTRETTE, M. Bernard ROUX, M. Jean-Jacques CAFFY, M. Marc MILLON, Mme Milena LOUBRIAT, M. Jérôme SAGNE, Mme Delphine BOUDET, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Christian MANEUF, M. Jean-Jacques DUMAS, M. Serge BOURBOULOUX, M. Jean-Paul GRADOR, Mme Catherine CHAMBRAS, M. François FILLATRE, M. Jean-François BUISSON, Mme Nathalie RAUFLET, M. Michel DUBECH, Mme Evelyne DEBARBIEUX, M. Jean-Paul COMBY, Mme Corinne BOUYASSE, M. Jean-Pierre DRAPPIER

Absents excusés :

Mme Françoise CHATEGNIER ayant donné pouvoir à M. Emmanuel PRECIGOUT,

Mme Janine POJOL ayant donné procuration à M. Bernard ROUX,

Mme Catherine MOURNETAS ayant donné pouvoir à M. Jean-Paul GRADOR

Secrétaire de séance : Mme Milena LOUBRIAT

Monsieur le Président accueille les membres du conseil communautaire et remercie M. Bernard Roux – Maire de Masseret – du prêt de la salle polyvalente permettant ainsi de respecter les règles de distanciation en période de crise sanitaire, ce qui explique la configuration de la salle.

Le compte rendu de la séance du 17 février 2020 est adopté (17 votes pour et 12 abstentions (nouveaux élus n'étant pas présents à la séance précédente)).

Monsieur le Président fait un point sur l'actualité :

- Dans le cadre de l'ordonnance du 1^{er} avril 2020 et conformément aux choix faits lors de la conférence des Maires du 24 avril 2020, la Communauté de communes, comme la plupart des EPCI, a adhéré au fonds de solidarité en partenariat avec le Conseil régional Nouvelle-Aquitaine et la Caisse des dépôts, afin de s'impliquer dans le maintien des activités économiques de la région par l'abondement de ce fonds. Le coût de cet abondement est de 2 € par habitant.
- La Communauté de communes s'est engagée, avec le Conseil Départemental et les communes membres, dans une commande groupée afin de pouvoir fournir des masques grand public à la population du territoire. Un masque est financé par la commune de résidence et un second par la Communauté de communes. 5000 masques supplémentaires ont été commandés par la Communauté de communes à Terre de Couleurs, pour compenser les retards de livraison de la commande groupée.
- Il est rappelé que les services de la Communauté et du CIAS ont continué à exercer leur mission durant la période de confinement. Si les équipes du CIAS agissaient en présentiel (aide à la personne, ICA, structures enfance jeunesse), celle de la Communauté était placée en télétravail.
- Afin de soutenir les forces économiques du territoire, un soutien a été apporté aux entreprises, artisans et commerçants (appels téléphoniques, création d'une page sur le site internet...). La réalisation d'un flyer visant à sensibiliser la population afin que celle-ci maintienne son « reflexe local » est en cours de distribution.
Afin de continuer dans cette démarche, la prochaine édition de Diagonale contiendra un annuaire des entreprises, artisans et commerçants du territoire. Un travail conséquent fait en partenariat avec les chambres consulaires a permis d'élaborer cet annuaire par thématique en indiquant les coordonnées connues et les communes d'implantation. Cette édition sera distribuée semaine 28 (du 06 au 10 juillet) dans toutes les boîtes aux lettres du territoire.
- Monsieur le Président précise que l'impact financier de cette crise devrait être peu visible sur le budget 2020 (sauf dépenses exceptionnelles liées) mais qu'il apparaîtra dès 2021 et notamment en terme de fiscalité.
- Un point sur les zones d'activités est effectué :
 - La réception des travaux sur la ZAE des Pâturaux a été faite le 11-06-2020
 - La consultation de travaux pour l'aménagement sud, le long de la départementale – sur la zone des Pâturaux a été faite.
 - Concernant la ZAE de Lagane Lachaud, les enrobés sont terminés.
 - Concernant la ZAE de Beausoleil, un seul terrain reste à la vente. Il faudra donc lancer rapidement une procédure d'aménagement des 4 hectares achetés par l'EPCI, dans la continuité de la ZA actuelle.
 - Maison des entreprises est occupée par 4 entreprises qui sont des créations ou des reprises d'activités.
 - Les deux bureaux sont loués (entreprise Wewox intervenant dans le milieu du digital, et la société de Taxi Papon)
 - Les deux box de 50m² sont réservés (entreprise Savatopie – créateur de chaussures- et un jeune entrepreneur qui louerait des vélos électriques notamment aux prestataires du tourisme et assurerait leurs réparations.)

COMPTE RENDU Séance du conseil communautaire 12 juin 2020 – Masseret

⇒ Monsieur le Président rappelle que les bureaux sont recherchés et qu'il conviendra donc de s'interroger sur l'acquisition de biens ou l'extension du Tremplin.

- Il est rappelé à l'assemblée que l'EPCI a été contacté par plusieurs porteurs de projets qui sont à la recherche de locaux d'environ 400 m².
- Monsieur le Président rappelle que la communauté de communes a signé un partenariat avec la Base de la Minoterie. A ce jour, tous les chemins sont correctement balisés sur le territoire, mais une attention particulière doit être apportée sur certains d'entre eux quant à l'entretien – débroussaillage, débardage... -, l'entretien étant du ressort des communes.

COMPOSITION DU CONSEIL MIXTE TRANSITOIRE

Vu le code électoral,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1999 modifié portant création de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2013 modifié fixant la composition du conseil communautaire et accordant notamment un siège à la Commune d'Espartignac,

Vu l'arrêté préfectoral du 07 octobre 2019 fixant la composition du conseil communautaire, en vue du renouvellement de ses membres après le renouvellement général des conseils municipaux en 2020, accordant deux sièges à la Commune d'Espartignac

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 modifiée, d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Vu le décret 2020-571 du 14 mai 2020 définissant la date d'entrée en fonction des conseillers municipaux et communautaires élus dans les communes dont le conseil municipal a été entièrement renouvelé dès le premier tour des élections du 15 mars

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2020 constatant un nombre de siège supérieur pour la commune d'Espartignac et désignant le deuxième conseiller communautaire pour cette commune à compter du 18 mai 2020 ;

Considérant que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche est un EPCI dans lequel **au moins une commune est dans l'attente du second tour.**

Aussi, l'entrée en fonction, le 18 mai 2020, des conseillers élus au premier tour a pour conséquence de faire débiter à cette date **la période de conseil mixte (ou « hybride ») transitoire qui sera en fonction jusqu'au second tour.**

La répartition et le nombre de sièges de conseiller communautaire prévu pour la mandature 2020-2026 s'appliquent dès à présent.

Autrement, **le conseil mixte transitoire est juridiquement le même organe délibérant**, dans lequel l'arrivée des nouveaux conseillers s'apparente à une situation de remplacement des précédents, car le conseil mixte voit se côtoyer en son sein :

- les nouveaux conseillers communautaires élus au premier tour dans les communes de 1 000 habitants et plus ;
- les nouveaux conseillers communautaires issus des communes de moins de 1 000 habitants renouvelées au premier tour, en application de l'ordre du tableau municipal établi après l'élection du maire et des adjoints ;
- pour les communes dans l'attente du second tour, les conseillers sortants si le nombre de sièges de la commune prévu pour la mandature 2020-2026 est identique à celui de la mandature qui s'achève ; dans le cas contraire, le préfet doit venir constater qui occupe les éventuels sièges supplémentaires ou qui voit son mandat prendre fin quand la commune dispose de moins de sièges, dans les conditions posées par la loi d'urgence du 23 mars dernier (art. 19, VII). Dans ce cadre, à aucun moment les communes ne sont amenées à désigner les conseillers communautaires.

Le conseil mixte transitoire est ainsi composé :

COMMUNE	NOMS
CONDAT SUR GANAVEIX	Michel PLAZANET
	Odette CIBLAC
ESPARTIGNAC	Françoise CHATEGNIER
	Emmanuel PRECIGOUT
EYBURIE	Jean-Luc AIGUEPERSE
	Christian BELLEVILLE
LAMONGERIE	Michel LAUTRETTE
	Jean-Claude CHAMPEAUX (suppléant)
MASSERET	Bernard ROUX
	Janine POIJOL
MEILHARDS	Jean-Jacques CAFFY
	Marc MILLON
ORGNAC SUR VEZERE	Milena LOUBRIAT
	Paul FREYSSINET (suppléant)
PERPEZAC LE NOIR	Jérôme SAGNE

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
12 juin 2020 – Masseret

	Delphine BOUDET
	Siège VACANT
SALON LA TOUR	Jean Claude CHAUFFOUR
	Christian MANEUF
SAINT YBARD	Jean-Jacques DUMAS
	Serge BOURBOULOUX
UZERCHE	Jean-Paul GRADOR
	Catherine CHAMBRAS
	François FILLATRE
	Catherine MOURNETAS
	Jean-François BUISSON
	Nathalie RAUFLET
	Michel DUBECH
	Evelyne DEBARBIEUX
VIGEOIS	Jean-Paul COMBY
	Corinne BOUYASSE
	Jean-Pierre DRAPPIER

FISCALITE ADDITIONNELLE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Monsieur le Président propose aux membres du conseil de fixer les différents taux pour l'année 2020 de la manière suivante :

Taxes	Taux d'imposition 2019	Taux d'imposition 2020
D'habitation	4.80 %	4.80 %
Foncière (bâtie)	1.77 %	1.77 %
Foncière (non bâtie)	7.00 %	7.0

- **APPROUVE**, à l'unanimité, les taux d'imposition pour l'année 2020 comme suit :
4.80 % pour la Taxe d'Habitation,
1.77 % pour la Taxe Foncière (Bâtie),
7.0 % pour la Taxe Foncière (Non Bâtie),
- **DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Président pour la mise en œuvre de cette décision.

CONTRIBUTION FONCIERE DES ENTREPRISES

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche relève du régime de la Fiscalité Professionnelle Unique depuis le 1^{er} janvier 2018.

Monsieur le Président propose aux membres du conseil de fixer le taux de contribution foncière des entreprises (CFE) pour l'année 2020 :

Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents :

- **FIXE** le taux moyen pondéré comme taux de CFE soit le taux de 28.77 %
- **RAPPELLE** que le lissage est effectué sur 10 ans à compter de la sa mise en place en 2018.
- **AUTORISE** le Président à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

TIEOM 2020 POUR LES COMMUNES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES et REDEVANCES SPECIALES

Vu la délibération 2013-4-1 du 12 septembre 2013, la CCPU a décidé de percevoir la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères en lieu et place du SIRTOM du Pays de Brive ;

Vu la délibération 2013-4-1 du 12 septembre 2013, la CCPU a décidé d'adhérer au SIRTOM du Pays de Brive ;

Vu les délibérations du SIRTOM relatives à la Taxe Incitative d'Enlèvement des Ordures Ménagères ;

Vu les délibérations du SIRTOM relatives aux redevances spéciales ;

Considérant que les redevances spéciales concernant la collecte des ordures ménagères pour certaines structures de la Communauté de Communes seront payées par la CCPU, il conviendra donc à ces différentes structures de rembourser les sommes dues sur présentation d'un titre de recette émis par la CCPU.

Monsieur le Président précise que depuis le 1^{er} janvier 2016 les contribuables des douze communes ont à payer une part dite fiscale et une part redevance.

COMPTE RENDU Séance du conseil communautaire 12 juin 2020 – Masseret

Michel PLAZANET, Vice-Président au SIRTOM de Brive – précise à l'assemblée que l'augmentation des taux proposés résulte notamment de nombreux abus et donc d'une augmentation des coûts de traitement (ordures ménagères et déchets verts). Il demande donc aux Maires d'être attentifs. La volonté du SIRTOM n'est pas de surtaxer la population.

Jérôme SAGNE précise que sur sa commune il y a des conteneurs ciblés et que malheureusement ceux-ci, étant en « accès libre », sont parfois utilisés par des personnes hors territoire.

François FILLATRE précise qu'en plus de l'augmentation du volume du tri, il y a également une diminution des valeurs de reprise.

Corinne BOUYASSE propose que le SIRTOM fasse une campagne de rappel « que met-on dans chaque bac ? ».

Michel PLAZANET précise que la communication faite par le SIRTOM existe mais qu'elle est « tournante » au regard de la grandeur du territoire concerné.

Jean-Paul GRADOR précise que pendant le confinement, les règles de tri n'ont pas été respectées et le risque d'avoir pris de mauvaises habitudes pourraient perdurer, ce qui conduirait à une augmentation des taux dans l'avenir. Il est donc important de sensibiliser et de rappeler les règles à la population.

⇒ Il est demandé à Monsieur PLAZANET de faire remonter ces éléments à M. le Président du SIRTOM de Brive.

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

- **VOTE** les taux de TIEOM pour l'année 2020 pour un montant total (part fiscale et part incitative) de 800 029 €uros
 - o **Partie redevance** : le montant à fiscaliser par assujetti sera communiqué directement par le SIRTOM aux services fiscaux, à savoir 303 695 €uros sur l'ensemble du territoire
 - o **Partie fiscale** : il appartient au Conseil Communautaire de décider du taux par commune en rapportant le coût du service aux bases fiscales de taxes foncières de chaque commune. Cela représente un montant de 496 334 €uros sur l'ensemble du territoire.
- **DEMANDE** aux structures concernées le remboursement des redevances spéciales payées par la communauté de communes, sur présentation d'un titre de recette, conformément au tableau qui sera transmis par le SIRTOM de Brive lors de la facturation à la Communauté de Communes.
- **DIT** que ces dépenses et ces recettes seront imputées au budget principal de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche pour les redevances spéciales et le TEOMi.

Communes	Taux 2020
CONDAT SUR GANAVEIX	5.59%
ESPARTIGNAC	5.84%
EYBURIE	6.04%
LAMONGERIE	5.51%
MASSERET	4.61%
MEILHARDS	5.16%
ORGNAC	5.36%
PERPERZAC LE NOIR	6.06%
ST YBARD	5.98%
SALON LA TOUR	5.80%
UZERCHE	4.28%
VIGEOIS	5.52%

FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

Monsieur le Président informe l'assemblée que les données relatives au FPIC pour l'année 2020 n'ont pas été communiquées par les services de l'Etat et propose donc de retirer les délibérations (prélèvement et reversement) liées et de les reporter à la prochaine séance du conseil communautaire.

Monsieur le Président précise que la proposition budgétaire 2020 tient compte de la répartition actée depuis 3 ans, à savoir une répartition dérogatoire, à savoir :

- **Montants des reversements** PART EPCI seront supportés intégralement par l'EPCI

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

12 juin 2020 – Masseret

- **Montants des reversements** PART COMMUNES MEMBRES seront supportés intégralement pour moitié par l'EPCI et pour l'autre moitié par les communes membres
- **Montants des prélèvements** PART EPCI seront supportés intégralement par l'EPCI
- **Montants des prélèvements** PART COMMUNES MEMBRES seront supportés intégralement pour moitié par l'EPCI et pour l'autre moitié par les communes membres

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS : budget principal

Monsieur le Président rappelle au conseil communautaire que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, dont la population est supérieure à 3 500 habitants, est soumise à l'obligation d'amortir les biens. Il précise que l'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler. Ce procédé permet donc de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge relative à leur remplacement.

L'obligation d'amortissement porte sur

- les biens meubles (autres que collections et œuvres d'art)
- les biens immeubles productifs de revenus
- les immobilisations incorporelles

Conformément à la pratique comptable de la M14 les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de bien par l'assemblée délibérante sur proposition du Président, à l'exception :

- des frais d'études, élaboration, modification et révision des documents d'urbanisme, obligatoirement amortis sur une durée de 5 ans
- des frais d'études non suivis de réalisation, obligatoirement amortis sur une durée de 5 ans

S'agissant du calcul des dotations aux amortissements, Monsieur le Président précise que :

- La base est le coût d'acquisition ou de réalisation de l'immobilisation (valeur TTC)
- La méthode retenue est la méthode linéaire. Toutefois, par délibération, il est possible d'adopter un mode d'amortissement dégressif, variable ou réel.
- La durée est fixée par l'assemblée délibérante, qui peut se référer au barème de l'instruction M14.
- Pour les immobilisations incorporelles, les frais d'études et les frais d'insertion non suivis de réalisation et les frais de recherches et de développement, la durée d'amortissement ne peut excéder 5 ans.
- L'assemblée délibérante peut fixer un seuil en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

De plus, Monsieur le Président précise que pour ne pas bouleverser l'équilibre financier, cet amortissement obligatoire a été volontairement limité par le législateur aux biens renouvelables, à l'exclusion des immeubles et de la voirie de façon à préserver la liberté d'action des assemblées délibérantes.

En conclusion, pour les autres immobilisations, Monsieur le Président propose les durées d'amortissement suivantes

Immobilisations incorporelles			
Type d'immobilisation	Durée d'amortissement minimum	Durée d'amortissement maximum	Durée d'amortissement retenue
Logiciel	2 ans	2 ans	2 ans
Immobilisations corporelles			
Type d'immobilisation	Durée d'amortissement minimum	Durée d'amortissement maximum	Durée d'amortissement retenue
Voitures	5 ans	10 ans	5 ans
Camions et véhicules industriels	4 ans	8 ans	8 ans
Mobilier	10 ans	15 ans	8 ans
Matériel de bureau électrique ou électronique	5 ans	10 ans	8 ans
Matériel informatique	2 ans	5 ans	5 ans
Matériels classiques	6 ans	10 ans	8 ans
Coffre – fort	20 ans	30 ans	30 ans
Installations et appareils de chauffage	10 ans	20 ans	20 ans
Appareils de levage – ascenseurs	20 ans	30 ans	30 ans
Appareils de laboratoire	5 ans	10 ans	10 ans
Equipements sportifs	10 ans	15 ans	15 ans
Equipements de garages et ateliers	10 ans	15 ans	15 ans
Equipeement de cuisine	10 ans	15 ans	15 ans
Installations de voirie	20 ans	30 ans	30 ans
Plantations	15 ans	20 ans	20 ans

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
12 juin 2020 – Masseret

Autres agencements et aménagements de terrains	15 ans	30 ans	30 ans
Bâtiments légers et abris	10 ans	15 ans	15 ans
Agencements et aménagements de bâtiment, installations électriques et téléphoniques	15 ans	20 ans	20 ans
Extincteurs			10 ans
Subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé (au compte 2042)			1 an
Biens de faible valeur (inférieure à 700 euros)			1 an

Monsieur le Président précise que les subventions perçues pour l'acquisition ou la réalisation de l'immobilisation (valeur TTC) sont également soumises à amortissement et ce, de la même manière.

Le conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise en place des dotations aux amortissements pour les immobilisations de la CCPU
- **DECIDE** de ne pas amortir les bâtiments et la voirie
- **CHOISIT** le mode d'amortissement linéaire.
- **CHOISIT** la durée d'amortissement des immobilisations conformément au présenté ci-dessus.
- **RAPPELLE** que les subventions perçues pour l'acquisition ou la réalisation de l'immobilisation (valeur TTC) seront amorties de la même manière que les biens liés.
- **PREND ACTE** que les subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé (au compte 2042) pourront faire l'objet d'une procédure de neutralisation, votée annuellement.

Cette délibération retire et remplace la délibération 2018.12.07.

NEUTRALISATION BUDGETAIRE – année 2020

Vu le décret n° 2015-1846 du 29 décembre 2015 modifiant la durée des amortissements des subventions d'équipement versées par les communes et leurs établissements publics et portant neutralisation de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées par les communes, leurs établissements publics et les départements

Vu la délibération n° 2020.06.05 du 12 juin 2020 relative aux dotations aux amortissements

Monsieur le Président informe l'assemblée que le décret susvisé permet aux établissements publics de coopération intercommunale de bénéficier de la neutralisation de la dotation aux amortissements des subventions d'équipements versées.

Ces modalités comptables visent à garantir, lors du vote annuel du budget, le libre choix par la collectivité de son niveau d'épargne. La procédure de neutralisation budgétaire de l'amortissement des subventions d'équipement versées. Il s'agit donc d'une procédure permettant de respecter l'obligation comptable d'amortissement sans dégrader la section de fonctionnement, une recette de fonctionnement étant constatée en contrepartie d'une dépense d'investissement.

La neutralisation peut donc être totale, partielle ou nulle. Elle est réalisée budgétairement de la manière suivante :

- Constatation de l'amortissement des biens, quelle que soit leur nature, conformément au plan d'amortissement :
 - o dépense au compte 68,
 - o recette au compte 28.
- Neutralisation (facultative) de l'amortissement des subventions d'équipement versées :
 - o dépense au compte 198 "Neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées"
 - o recette au compte 7768 "Neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées".

Il est proposé de recourir à la neutralisation de l'amortissement des subventions versées par la collectivité au compte 20422 et ce compte tenu du caractère non pérenne de dispositifs, pouvant grever à terme la capacité financière de la Communauté de Communes.

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité

- **DECIDE** de recourir à la neutralisation de l'amortissement des subventions versées par la collectivité au compte 20422 et ce compte tenu du caractère non pérenne de dispositifs, pouvant grever à terme la capacité financière de la Communauté de Communes.
- **DIT** que sur le budget 2020, la neutralisation s'appliquerait donc à l'amortissement des subventions versées en 2019, subventions versées au compte 20422
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à signer toute pièce inhérente à cette décision

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
12 juin 2020 – Masseret

SUBVENTIONS 2020

Monsieur le Président informe l'assemblée des différentes demandes de subventions au cours des premiers mois de l'année 2020.

Liste des demandes reçues :

- Entente des Vergers – Lubersac - (formation enfants et adolescents)
- Ensemble Vocal Gaucelm Faidit (Musichorales 2020)
- Res Uzercha (9^{ème} édition du livre jeunesse Le Loupiot ayant pour thème l'Aventure.
- Secours Populaire Français – Tulle –
- Foyer Culturel et Sportif (Uzerche en Bodéga édition juin 2020)
- Le Corps à Vivre (deux animations culturelles à Vigeois, les 20 juillet et 03 août 2020.
- Solidarité Paysans Limousin – Limoges –
- Airelle Corrèze

Après délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de ne pas donner suite aux demandes de subventions reçues
- **MOTIVE** sa décision au regard de la situation très particulière et des mesures que la Communauté de communes doit prendre dans le cadre de la pandémie de Covid 19.

TAUX AVANCEMENT DE GRADE

Vu l'avis du Comité Technique en date 10 mars 2020 ;

Le Président rappelle à l'assemblée :

Conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient désormais à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Technique, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Si le taux est inférieur à 100 %, l'assemblée délibérante peut prévoir que, lorsque le nombre calculé n'est pas un entier, la décimale est ajoutée au nombre calculé l'année suivante.

Le Président propose à l'assemblée de fixer le ou les taux suivants pour la procédure d'avancement de grade dans la collectivité : **100% pour tous les grades de tous les cadres d'emploi.**

Après délibération, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **FIXE** à 100% pour tous les grades de tous les cadres d'emploi le taux d'avancement de grade
- **DIT** que les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits que le Conseil s'engage à ouvrir

**CONVENTIONNEMENT COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE / CONSEIL REGIONAL NOUVELLE-AQUITAINE :
AVENANT AU REGLEMENT INTERIEUR D'INTERVENTION ECONOMIQUE**

M. le Président rappelle que par délibération 2018.06.03 du 10 juin 2018, le conseil communautaire a approuvé le règlement d'intervention des aides communautaires aux entreprises et autorisé la signature de la convention de développement économique et d'aides aux entreprises et les éventuels avenants à passer avec le conseil régional Nouvelle-Aquitaine.

M. le Président rappelle que le code général des collectivités territoriales fait de la Région « la collectivité territoriale responsable, sur son territoire, de la définition des orientations en matière de développement économique (article L.4251-12) ». Cette responsabilité se concrétise par l'élaboration « d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation » (SRDEII). Ce schéma définit les orientations en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation et d'aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises, ainsi que les orientations relatives à l'attractivité du territoire régional. Il définit les orientations en matière de développement de l'économie sociale et solidaire, etc. (article L.4251-13).

Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation a été adopté par la Région le 19 décembre 2016 et approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2016.

Les dispositions de l'article L.1511-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) précisent que « le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région ».

A cette fin, la Région a adopté, le 13 février 2017, le règlement régional des aides aux entreprises qui définit les régimes d'aides applicables sur le territoire de la Région Nouvelle-Aquitaine.

L'article L.4251-17 précise que « les actes des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière d'aides aux entreprises doivent être compatibles avec le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ». En outre, l'article L.4251-18 dispose que « la mise en œuvre du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation peut faire l'objet de conventions entre la région et un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents ».

COMPTE RENDU Séance du conseil communautaire 12 juin 2020 – Masseret

Il ressort des diverses dispositions du CGCT que les collectivités qui souhaitent mener une politique de développement économique et attribuer des aides aux entreprises sur le territoire régional devraient :

- Etre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents, ce qui désigne les métropoles, les communautés d'agglomération et les communautés de communes,
- Présenter des orientations de développement économique compatibles avec le SRDEII,
- Inscrire leurs dispositifs d'aides dans le cadre du règlement régional des aides aux entreprises,
- Conventionner avec la région pour pouvoir mettre en œuvre leurs orientations et leurs aides.

Plusieurs EPCI ont manifesté le souhait de mener leurs politiques de développement économique et ont souhaité conventionner avec la région. A cette fin, une convention cadre a été établie et discutée avec les EPCI à fiscalité propre.

A côté de cette convention cadre, si des EPCI souhaitent être autorisés à attribuer des aides au cas par cas, des conventions spécifiques pourraient être passées.

La durée de validité des conventions Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine – Communauté de communes est alignée sur celle du SRDEII fixée jusqu'au 1^{er} juin 2022, conformément aux dispositions de l'article L.4251-20 du CGCT, qui prévoit la révision du SRDEII dans les 6 mois suivant le renouvellement général des conseils régionaux. Dans cette période, elles pourront être modifiées par avenant pour prendre en compte les évolutions des dispositifs d'intervention des collectivités.

Ces conventions ne portant pas sur une compétence partagée et ne constituant ni des délégations de compétences prévues par l'article L.1111-8 du CGCT, ni des délégations d'instruction ou d'octroi d'aides, prévues par l'article L.1111-8-2 de ce même code, elles n'ont pas à être présentées à l'avis préalable de la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP).

En outre, la délibération du 13 février 2017 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises a exposé la possibilité pour les EPCI de conventionner avec la région pour la mise en œuvre de leurs dispositifs d'intervention. La délibération de la commission permanente du conseil régional prise le 17 novembre 2017 est donc la mise en œuvre de la décision prise par l'assemblée plénière.

M. le Président propose, suite à une concertation du bureau élargi du 14 avril 2020 et de la conférence des maires du 08 juin, de mettre en place un dispositif spécifique (fonds local) d'un montant de 80 000€, pour l'accompagnement des entreprises en grandes difficultés lié à la crise sanitaire.

Ce dispositif, prioritairement pour les entreprises de 0 à 4 ETP (Equivalent Temps Plein) des secteurs du commerce, de l'artisanat et des services de proximité, permettra de verser des aides économiques directes selon les conditions présentées en réunion. Ce versement se ferait dans le cadre d'un avenant à la convention avec la région sur la mise en œuvre du SRDEII.

Une présentation du dispositif est faite à l'ensemble de l'assemblée.

Corinne BOUYSSSE souligne qu'avec cette présentation, certaines entreprises ayant investi en 2019 et ayant donc un impact sur 2020 risquent d'être exclues de ce dispositif.

Michel DUBECH précise qu'afin d'accompagner un maximum d'entreprises, les demandes exceptionnelles feront l'objet d'une étude spécifique. Il est demandé aux services que le délai d'instruction, sauf cas complexe, soit de 15 jours maximum.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **APPROUVE** le dispositif exceptionnel d'accompagnement des entreprises suite à la pandémie du COVID 19 et les modalités d'exercice
- **AUTORISE** M. le Président à signer l'avenant à la convention de la Région Nouvelle Aquitaine relative à la mise en œuvre du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises.
- **DIT** que les crédits d'un montant de 80 000€, nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération seront inscrits au budget de la collectivité pour l'année 2020.

ADOPTION DES BUDGETS PRIMITIFS 2020

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu les délibérations du 17/02/2020 approuvant les comptes administratifs 2019 et les affectations des résultats 2019 ;

Considérant la présentation faite en séance par M. le Président,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de voter les budgets primitifs 2020 :
 - o Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
 - o Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** les budget primitifs 2020 des différents budgets (principal et annexes), à savoir :
 - Budget principal Communauté de Communes
 - Budget annexe du SPANC

COMPTE RENDU Séance du conseil communautaire 12 juin 2020 – Masseret

- Lagane Lachaud
- Mas du Puy
- Paturaux
- Porte du Midi
- Maison des entreprises
- Atelier relais
- Beausoleil

- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2020.

CREATION D'UN BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITES DE TOUS VENTS (ZA TOUS VENTS)

Monsieur le Président rappelle qu'en application de la Loi Notre, diverses zones d'activités ont été transférées à la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche.

Monsieur le Président précise qu'il convient de retracer les différentes opérations comptables dans un budget annexe permettant une comptabilité distincte et individualisée.

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer sur la création d'un budget annexe, assujéti à la Taxe à la Valeur Ajoutée (TVA), pour retracer l'ensemble des opérations comptables liées à la zone d'activités de Tous Vents (ZA de Tous Vents).

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **AUTORISE** la création d'un budget annexe assujéti à la Taxe à la Valeur Ajoutée (TVA) retraçant l'ensemble des opérations comptables liées à la zone d'activités de Tous Vents (ZA de Tous Vents).
- **AUTORISE** Monsieur le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents nécessaires à la création dudit budget et à sa mise en œuvre.
- **DIT** que les crédits nécessaires à l'exécution de cette compétence seront inscrits dans ledit budget.

BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITES DE TOUS VENTS (ZA TOUS VENTS) : recours à l'emprunt

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de communes est compétente en matière de développement économique notamment l'acquisition, la constitution et la gestion de réserves foncières déclarées d'intérêts communautaires, à savoir les parcelles destinées à recevoir des équipements à vocations économique, technique ou de services.

Par délibération 2019.12.16 du 09 décembre 2019, le conseil avait demandé à M. le Président de rencontrer de nouveau les propriétaires concernés afin de leur exposer la position du conseil communautaire, et autorisé l'acquisition des parcelles avec une condition suspensive précisant que l'ensemble des terrains seront classés en zone constructible et pourront accueillir des activités économiques. Cette condition devra être levée avant l'achat définitif des terrains concernés.

Le conseil communautaire avait indiqué qu'en cas d'accord de principe du propriétaire, le conseil s'engagerait à créer lors d'une prochaine réunion le budget annexe dédié à l'opération et prendre les délibérations nécessaires à l'exécution de l'opération.

Afin de réaliser l'achat et les différentes formalités administratives, Monsieur le Président informe l'assemblée du nécessaire recours à l'emprunt bancaire, pour un montant de 85 000 Euros.

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à consulter les établissements bancaires
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à l'exécution du contrat d'emprunt avec l'établissement bancaire le mieux disant.
- **DIT** que les dépenses et recettes liés seront inscrits au budget annexe ZA Tous Vents.

ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2020 – BUDGET ANNEXE « TOUS VENTS »

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;

Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;

Vu la délibération n° 2020.06.20 du 12 juin 2020 portant création du budget annexe « Tous Vents »

Considérant la présentation faite en séance par M. le Président,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2020 :
 - Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
 - Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2020 du budget annexe « Tous Vents ».

Questions diverses :

Jean Jacques CAFFY rappelle qu'en février dernier une proposition tarifaire concernant la RGPD avait été présentée en conseil. Qu'en est-il ? La proposition présentée ne constitue pas un groupement de commandes et chaque commune sera signataire d'une commande auprès du prestataire retenu. Une actualisation des prix peut être demandée et une rencontre organisée avec la société prestataire lors d'une conférence des maires, par exemple.

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
12 juin 2020 – Masseret

Comme indiqué en introduction, la consultation pour l'aménagement sud de la ZAE des Paturaux a été faite. Aussi, l'analyse des offres est présentée aux membres du conseil communautaire. Au regard du montant de l'opération, Monsieur le Président, dans le cadre de ses délégations, peut contractualiser avec l'entreprise Lascaux, entreprise la mieux-disante, au regard de l'analyse des offres après négociation.

Il est rappelé qu'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la réalisation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable et d'un marché relatif à la réalisation d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable a été signée en 2019. Une présentation du coût estimatif par commune est présentée.

François FILLATRE demande si toutes les données manquantes ont été récupérées par le cabinet ? Le coordonnateur répond favorablement.

Il est demandé qu'une réunion de travail à ce sujet soit organisée en présence des représentants de l'Agence de l'eau, du Département. Les services de la communauté de communes doivent contacter les différents partenaires afin de fixer une date.

La secrétaire,

Miléna LOUBRIAT

Le Président,

Michel DUBECH